



## CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 24 JUIN 2021

L'an deux mille vingt et un, le vingt quatre juin, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni centre culturel Le Family à Landerneau sous la présidence de Patrick LECLERC.

### **Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, THOMIN Mélanie, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

### **Secrétaire de séance**

SOUDON Chantal

### **Excusés**

RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)  
SERGENT André (pouvoir à LE GALL Jean-Noël)  
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)  
HERVOIR Stéphane (pouvoir à LANGUENOU Céline)  
QUILLEVERE Séverine (pouvoir à CALVEZ Gilles)  
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)  
APPELGHEM Ludovic (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)

Conseil de Communauté du 24 juin 2021  
Délibération n°DCC2021\_076

<b>Objet</b>	<b>Conseil de développement - Désignation des membres</b>
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Direction Générale
Thème	Direction générale

Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

Les conseils de développement sont des instances de démocratie participative constitués de membres bénévoles issus de la « société civile organisée ». Ils s'efforcent d'apporter une expertise citoyenne dans le contenu des politiques locales.

Selon la loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019, « *Un conseil de développement est mis en place dans les établissements publics à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants. En dessous de ce seuil, un conseil de développement peut être mis en place par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre* ». La loi ajoute que « *Après chaque renouvellement général des conseils municipaux [...], le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre inscrit à l'ordre du jour de l'organe délibérant : [...] 2° Un débat et une délibération sur les conditions et modalités de consultation du conseil de développement* ».

Lors de sa séance du 11 décembre 2020, le conseil de Communauté a décidé la création d'un Conseil de développement propre à la Communauté.

Pour rappel, la loi Engagement et Proximité dispose notamment que :

- le conseil de développement est composé de représentants des milieux économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques, environnementaux et associatifs du périmètre de l'établissement public,
- les conseillers communautaires ou métropolitains ne peuvent être membres du conseil de développement.

Par ailleurs :

- le conseil de développement est consulté sur l'élaboration du projet de territoire, sur les documents de prospective et de planification résultant de ce projet (PLUi, PLH...), ainsi que sur la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable du périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale (PCAET...),
- il peut donner son avis ou être consulté sur toute autre question relative à ce périmètre,
- le conseil de développement établit un rapport d'activité, qui est examiné et débattu par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale.

Selon la délibération du 11 décembre 2020, le Conseil de développement est organisé sur la base de quatre collèges, afin d'établir différentes catégories de membres :

- le collège « organismes économiques »
- le collège « secteur santé, social, solidarités, familial »
- le collège « enseignement, formation, éducation, culture, sport »
- le collège « cadre de vie, environnement »

Selon l'article L. 5211-10-1 du Code général des collectivités territoriales, « *La composition du conseil de développement est déterminée par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale,*  
- *de telle sorte que l'écart entre le nombre des hommes et le nombre des femmes ne soit pas supérieur à un*  
- *et afin de refléter la population du territoire concerné, telle qu'issue du recensement, dans ses différentes classes d'âge.* »

En conséquence, il a été demandé à chaque structure proposée dans l'annexe à cette délibération de désigner un homme et une femme, un titulaire et un suppléant ; étant entendu qu'au global, il y aura autant d'hommes titulaires que de femmes titulaires et autant d'hommes suppléants que de femmes suppléantes.

En complément, il a été demandé à ces structures des précisions sur la classe d'âge des personnes désignées afin que la Communauté puisse respecter son obligation d'équilibre générationnel.

#### **DÉLIBÉRATION :**

Vu le code général des collectivités territoriales, et en particulier l'article L. 5211-10-1  
Vu la loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019,  
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,  
Vu la délibération n°DCC2020\_190 du 11 décembre 2020  
Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du 9 juin 2021  
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 1 juin 2021

#### **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article unique : procède à la nomination des membres du Conseil de développement présentés dans la liste figurant en annexe à cette délibération.**